



HAL
open science

Indiscipliner l'urbanisme

Jennifer Buyck

► **To cite this version:**

Jennifer Buyck. Indiscipliner l'urbanisme : Polémiques à partir du " territoire ". Pour une Géopolitique critique du Savoir. Cahier des 3ème Rencontres de Géopolitique Critique, pp.26-29, 2019. hal-02053994

HAL Id: hal-02053994

<https://hal.science/hal-02053994>

Submitted on 11 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INDISCIPLINER L'URBANISME

Jennyfer Buyck

Polémiques à partir du « territoire »

Le « territoire » fait partie de ces notions fortement mobilisées et dont aucune définition ne fait pourtant consensus. Pour les uns, le territoire est un objet, pour les autres un processus. Cette dichotomie se retrouve notamment dans la distinction faite entre études urbaines et urbanisme. Local et global se retrouvent aussi fortement intriqués dans cette notion de « territoire ». Là encore, difficile de contenir en un seul mot ces deux dynamiques mais le *Tournant global des sciences sociales* y contribue très certainement. Enfin, le territoire est souvent synonyme de crises – écologique, sociale, démocratique,... – mais c'est aussi le lieu de la possible invention de solutions. Telles sont les discussions les plus courantes qui alimentent les polémiques sur le « territoire ».

La controverse que je souhaiterais soulever est autre. Il faut en effet s'extraire d'un lieu pour le qualifier de « territoire ». L'usage du terme de « territoire » repose je pense sur un processus double – voire triple – de distanciation, d'objectivation et la plus part du temps d'abstraction. Ce processus n'est pas en soit propre au « territoire » mais commun au monde de la recherche en général. Toutefois aujourd'hui en sciences humaines et sociales, plutôt que de chercher sans fin à objectiver savoirs et actions, l'expression de leur profonde et irrémédiable subjectivité constitue un pan non négligeable des travaux de recherche. Une telle actualité académique ne peut que modifier en profondeur le rapport au « territoire » des chercheurs et enseignants. Entre détachement et dépendance voici les termes de la polémique sur le « territoire » que je souhaite ici raviver. D'autant plus que ce détachement pour parler de territoire s'inscrit souvent en résonance avec une dépendance étroite et non nécessairement

explicitée avec un système de gouvernement. Sans doute n'a-t-on pas suffisamment mesuré combien le territoire comme son aménagement est une « théorie en actes » lié à un mode de gouvernement, ici néo-libéral. Selon le théoricien de l'architecture Pier Vittorio Aureli, le formel et le politique sont des catégories qui se recourent, s'entrecroisent et se nourrissent et que l'on retrouve à la base de l'architecture comme de l'urbanisme. En ce sens le territoire n'est pour lui que le reflet du « paradigme managérial » qui – au cœur d'un capitalisme toujours émergent – caractérise notre civilisée globalisée :

«The modern forms of governance consist in the absorption of the political dimension of coexistence (the city) within the economic logic of social management (urbanization)».

Envisager une alternative à ce modèle de savoir et d'agir par le territoire, c'est il me semble commencer par se soucier du langage mobilisé. Entre pouvoir coercitif et appropriations des usages et habitant-e-s, le « territoire » est de ces mots à interroger, à déconstruire et peut-être à abandonner temporairement. S'engager dans une telle dynamique revient à concevoir le langage comme champ de bataille politique et à réaffirmer sa puissance symbolique. Une telle reconquête de la part sensible des territoires s'inscrit plus largement dans la volonté de formuler des épistémologies émancipatrices. Les mots tout autant que les espaces et les actions qu'ils abritent donnent forme aux lieux de vie. Raviver le feu d'une polémique autour du « territoire » n'a aujourd'hui qu'une seule ambition : inviter à considérer le pouvoir créateur de la langue.

Le terme de « territoire », utilisé en tant qu'objet, ne nous dit rien des lieux en question. Impossible de s'en faire une représentation. En ce sens, la notion est lisse, sans prise aucune

avec la réalité des lieux. Comme si, dans une grande perspective égalitaire, tous les lieux se ressemblaient. D'ailleurs le « territoire » se situe sans doute à l'exact opposé sémantique du « camp » que Giorgio Agamben a rendu célèbre, à la suite de Foucault, en tant que paradigme caché de l'exercice du pouvoir. L'un est en apparence neutre, équitable, et inclusif alors que l'autre est clairement exclusif, injuste et intolérant. Mais l'actuelle quête de justice écologique et sociale qui occupe le devant de la scène en urbanisme démontre bien que la réalité du territoire-objet comme du territoire-processus est tout autre. Cette lutte contemporaine contre des inégalités aux tailles et enjeux si variés est pour moi le frappant témoignage de l'échec du pouvoir égalitariste du « territoire ». Le mathématicien et philosophe français Gilles Châtelet appelait dans sa critique de la notion d'espace vert à regarder en face les petits arrangements et autres consensus passés avec le capitalisme. Le théoricien et historien de l'art américain Hal Foster prolonge et amplifie cette critique en parlant non pas de consensus mais de structuration économique conjointe dans laquelle le produit comme le territoire est conçu comme « une donnée à manipuler, c'est-à-dire à designer et redesigner, à consommer et reconsumer ».

Cette question du design me semble centrale. Elle est pour moi intimement lié au territoire. Le philosophe allemand Peter Sloterdijk définit dans un article de 2006 l'architecture et l'urbanisme en tant que pratique – voire art – du design d'immersion. Il nous rappelle ainsi que la fonction première de l'urbanisme est la création d'environnements artificiels, générant de facto des bains psycho-sématiques. Pour lui, l'urbanisme est une oeuvre humaine qui enveloppe, embarque, un totalitarisme d'immersion en quelque sorte. En ce sens, il appréhende l'urbanisme en tant que forme de

totalitarisme – à visée égalitaire au XXème siècle bien entendu. Il appelle très largement la communauté des architectes et des urbanistes à prendre conscience de ces responsabilités que sont la construction de situations immersives et la gestion de ces bains immersifs. Un équilibre est alors à trouver, à renégocier sans cesse, entre le désir d'être pris – de devenir selon les termes de Peter Sloterdijk un « sujet designé » – et celui d'être libre. Le territoire, en tant que l'un des principaux éléments de langage de l'urbanisme et de l'aménagement, est entendu comme agent de ce design d'immersion. A suivre les propos de Peter Sloterdijk, on comprend bien que l'invitation est ici à la déconstruction du grand récit du « territoire » tout comme à la prise de recul vis à vis du discours sur et par le « territoire » pour reconsidérer la « *success story* » que le « territoire » véhicule plus ou moins consciemment.

Ce constat est aussi une incitation à réexaminer les rapports entre urbanisme et politique. Des rapports qui sont bien souvent éclipsés par la quête des conditions matérielles de la cohabitation urbaine – quête étymologiquement inscrite à la source de l'urbanisme (« *urbs* »). Pier Vittorio Aureli nous rappelle que les formes politiques de coexistence sont elles contenues dans le préfixe « *polis* » et que cette dimension politique de coexistence est absorbée dans le management économique et social qu'est l'urbanisme. Tour à tour, politisation et dépolitisation ne cessent de ponctuer l'histoire et la théorie de l'urbanisme. Depuis la seconde guerre mondiale, la tendance est toutefois à l'apparente dépolitisation et à la forte technicisation. Le « territoire » est symptomatique de cette orientation et n'est en ce sens peut-être pas adapté à toutes les dimensions de l'urbanisme. A l'utiliser à tout prix ou sans justification explicite, le « territoire » finit par dépasser le paradigme managérial qui le sous-

tend pour devenir à son insu l'instrument d'une biopolitique. C'est ainsi que le « territoire » et le « camp » – « espace biopolitique le plus absolu » – peuvent finir (et parfois contre toute attente) par se ressembler étrangement.

Par cet usage soigné et parcimonieux du « territoire » auquel j'appelle, invitation est faite à décoloniser l'urbanisme. Loin d'être une métaphore cette interpellation est un encouragement à la désobéissance épistémique. Comment s'appropriier et s'émanciper d'une discipline à ce point liée à une forme de totalitarisme ? J'entrevois aujourd'hui trois domaines de réflexion pour susciter une telle indisciplinisme. Dans le prolongement direct de cette critique du « territoire », le premier chantier à entamer invite à se soucier du langage. Il s'agit d'écrire et de dire *en deçà du territoire*, c'est à dire de penser le point d'articulation dérobé entre le langage et le territoire. A peser sur cette articulation, un déplacement de ces deux termes s'opère en même temps et les manières d'oeuvrer à cette réévaluation sont diverses : comment se nommer justement, de quelle façon qualifier les autres (les habitant-e-s par exemple), comment désigner les lieux que l'on explore et les processus à l'oeuvre. Dans ce cadre, le recours à des grandes catégories synthétiques me semble moins approprié que le témoignage précis des singularités.

Le second chantier se confronte lui aux systèmes de références. Proposition est ici faite de se référer, de penser *au delà du territoire* ; par exemple en proposant d'éclairer au sein des enseignements universitaires d'autres pans de l'histoire et de la théorie de l'urbanisme – pas forcément liés aux pratiques d'aménagement du territoire canoniques, pas nécessairement européennes, pas exclusivement illustrés par des dires d'expert. Il s'agirait aussi d'initier

un questionnement des théories urbaines au regard des outils et techniques mobilisés. Tenter d'explicitier les liens entre projet d'urbanisme et projet politique contribuerait aussi activement au débat sur l'éthique de l'urbanisme.

Enfin, le troisième chantier se focalise lui sur les expériences de projet : expérimenter et fabriquer *par delà les territoires*. L'idée est ici d'échapper au projet de territoire comme systématisme. Dans le cadre des formations, cette injonction pourrait sous-entendre l'organisation d'ateliers de projet sans commande spécifique préalablement donnée par une collectivité publique. L'attention et le soin pour les méthodes et processus pourrait aussi s'avérer crucial tout comme la mise en critique permanente du processus de projet. Dans cette dynamique, le « territoire » produit ne saurait être une finalité.

Pour conclure, je ne peux qu'insister sur la nécessité de resituer en permanence l'urbanisme aux sein des autres disciplines universitaires – notamment issues des sciences humaines et sociales. Ce n'est que dans un dialogue foisonnant et sans cesse renouvelé avec ces dernières que l'urbanisme pourra développer pleinement sa reconfiguration disciplinaire et ainsi se mettre en quête d'une justice écologique et sociale.

Bibliographie

Agamben, G. (1997). *Homo sacer. Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Le seuil, 224 p.

Aureli, P. V. (2011). *Possibility of an Absolute Architecture*, Cambridge, MIT Press, Writing Architecture Series, 272 p.

Body-Gendrot, S. (dir.) (2000). *La Ville et l'urbain, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2000, pp. 5-17.

Caillé, A. & Dufoix, S. (dir.) (2013). *Le tournant global des sciences sociales*, Paris, La Découverte, coll. « Bibliothèque du MAUSS », 350 p.

Châtelet, G. (2010). *Les animaux malades du consensus*, Paris, Nouvelles Editions Lignes, 250 p.

Corboz, A. (2001). *Le Territoire comme palimpseste et autres essais*, Besançon, Editions de l'Imprimeur, Collection « Tranches de villes », 81 p.

Foster, H. (2008). *Design et crime*, Paris, Les Prairies ordinaires, Collection « Penser/croiser », 192 p.

Frey, J.-P. (1999). Généalogie du mot urbanisme, *Urbanisme*, n° 304, pp. 63-71.

Harvey, D. (2010). *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les prairies ordinaires, 2010, 241 p.

Harvey, D. (2014). *Brève histoire du néolibéralisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 320 p.

Marié, M. (1982). *Un territoire sans nom*, Paris, Librairie des Méridiens, Collection « Sociologies au quotidien », 176 p.

Paquot, T. (2013). Urbanisme, Urbanologie, études urbaines : l'improbable classification. *Hermès, La Revue*, 67,(3), pp. 95-100.

Pinson, D. (2004). Urban planning: an 'undisciplined' discipline?, *Futures*, Volume 36, Issue 4, pp. 503-513.

Scherrer, F. (2010). Le contrepoint des études urbaines et de l'urbanisme : ou comment se détacher de l'évidence de leur utilité sociale. *Tracés, Revue de Sciences humaines*, n°10.

Sloterdijk, P. (2006). *Architecture As an Art of Immersion*. Translated by A.-Chr. Engels-Schwarzpaul. *Interstices*, n°12. *Unsettled Containers: Aspects of Interiority*, pp. 105-109.

Tonkiss, F. (2013). *Cities by design: the social life of urban form*. Cambridge, Polity, 224 p.